



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition / entretien d'Équipements de travail et de
Protection Individuelle pour l'ensemble de
l'université de Reims Champagne-Ardenne**

N° du CCAP : 2023PFACFOU009

Université de Reims Champagne-Ardenne
2 avenue Robert Schuman
51100 Reims

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Reconduction	5
4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	5
5 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	8
7 - Avance	8
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable	10
11 - Gestion des déchets	10
11.1 - Eléments de traçabilité.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications	10
12.2 - Décision après vérification	10
13 - Garantie des prestations.....	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
15 - Pénalités.....	10
15.1 - Pénalités de retard.....	10
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	10
15.3 - Pénalité relative à la gestion des déchets.....	11
15.4 - Autres pénalités spécifiques	11
16 - Assurances	11
17 - Résiliation du contrat.....	11
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	11
17.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents.....	11
17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
18 - Règlement des litiges et langues.....	12
19 - Clauses complémentaires	12
19.1 - Commande en ligne	12
19.2 - Clauses de réexamen	13
20 - Dérogations.....	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'acquisition et l'entretien d'équipements de travail et de Protection Individuelle pour l'ensemble de l'université de Reims Champagne-Ardenne

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations suivantes exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur :

Les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 seront exécutés par bons de commande pour satisfaire les besoins de produits déjà existants sur le bordereau des prix unitaires. Toutefois, en cas de survenance de besoin d'un produit ne figurant pas sur le bordereau des prix unitaires, le titulaire du lot sera amené à compléter son offre par le biais d'un marché subséquent.

Le lot 5 sera exécuté uniquement par bons de commande.

Les prestations définies au CCAP sont réparties en 7 lots.

Lieux d'exécution :

Sur l'ensemble des sites de l'université de Reims Champagne-Ardenne

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 7 lots :

Lots	Désignation
01	Equipements de travail et de protection individuelle pour les personnels d'entretien
02	Equipements de travail et de protection individuelle pour les personnels des laboratoires
03	Tenues de travail pour les personnels des services techniques
04	Equipements de protection individuelle pour les personnels des services techniques
05	Entretien des vêtements de travail
06	Protection des oreilles
07	Protection des voies respiratoires

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Demande de devis par l'URCA pour un équipement de protection bien défini non-prévu aux bordereaux des prix unitaires, qui donnera lieu à l'établissement d'un devis par le titulaire du lot concerné, puis sera soumis à validation du porteur du besoin.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Désignation des co-tritants
 - L'annexe 2 à l'acte d'engagement : : Fonctionnalités de l'outil de commande en ligne – mémoire technique de la commande en ligne
 - L'annexe 3 à l'acte d'engagement : Bordereaux des prix unitaires des différents lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 6 annexes – pour les lots n°1, 2, 3, 4, 6 et 7.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

La date contractuelle de début des prestations est la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Toutefois, ce délai ne peut excéder 15 jours ouvrés.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent reprend le délai d'exécution de l'accord-cadre.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix fixés dans l'accord-cadre pourront être modifiés, à la baisse, lors de chaque demande de marchés subséquents.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

En variante à l'initiative du candidat, les titulaires des lots n°1 et 3 pourront se voir adressé, si la prestation est proposée, un flochage des vêtements de travail, le flochage ne sera donc pas d'office mais la prestation sera mentionné et chiffré sur le(s) bon(s) de commande nécessitant un flochage.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le "mois zéro" est défini uniquement pour les prix des prestations exécutées suite au moyen de bons de commande.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lots	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010535576 (n) / 010535576 (o))$	Tous les prix du BPU et les marchés subséquents le cas échéant
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010535576 (n) / 010535576 (o))$	Tous les prix du BPU et les marchés subséquents le cas échéant
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010535576 (n) / 010535576 (o))$	Tous les prix du BPU et les marchés subséquents le cas échéant
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010535576 (n) / 010535576 (o))$	Tous les prix du BPU et les marchés subséquents le cas échéant
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010535576 (n) / 010535576 (o))$	Tous les prix du BPU et les marchés subséquents le cas échéant
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010535576 (n) / 010535576 (o))$	Tous les prix du BPU et les marchés subséquents le cas échéant
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010535576 (n) / 010535576 (o))$	Tous les prix du BPU et les marchés subséquents le cas échéant

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
01	010535576	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 32.9 - Produits manufacturés n.c.a.
02	010535576	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 32.9 - Produits manufacturés n.c.a.
03	010535576	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 32.9 - Produits manufacturés n.c.a.
04	010535576	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 32.9 - Produits manufacturés n.c.a.
05	010535576	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 32.9 - Produits manufacturés n.c.a.
06	010535576	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 32.9 - Produits manufacturés n.c.a.
07	010535576	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - CPF 32.9 - Produits manufacturés n.c.a.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

L'attention des titulaires est attirée sur le fait qu'il y aura une facture par bon de commande.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- 13° L'adresse de livraison.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19511296600799
- Numéro d'engagement juridique : 4500XXXXXX

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le titulaire de chacun des lots 1, 2, 3 et 4 s'engage à mettre à la disposition de l'université un référent technique. Ce dernier sera chargé d'organiser, gratuitement, des sessions d'essayage, de formation et de conseil à l'utilisation des équipements lors de la première commande ou à la demande :

- Soit en se déplaçant sur chaque site;
- Soit en mettant en place un système d'envoi et de retour des équipements;
- Soit, s'il dispose d'une boutique dans la ville, en organisant les essayages dans ladite boutique.

Dans tous les cas, les essayages ne concerneront que les produits figurant sur le BPU ou les produits ajoutés par marchés subséquents du lot.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

L'exécution à caractère environnemental sera basé sur le mémoire technique fourni par le candidat.

11 - Gestion des déchets

La gestion des déchets générés par l'exécution des prestations est effectuée conformément aux dispositions de l'article 20.4 al. 1 et 2 du CCAG-FCS.

11.1 - Eléments de traçabilité

Le titulaire n'est pas tenu de fournir au pouvoir adjudicateur les éléments de traçabilité des déchets issus de l'exécution de l'accord-cadre.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Pénalité relative à la gestion des déchets

Aucune pénalité n'est prévue en cas d'absence de production par le titulaire des documents liés à la gestion des déchets.

15.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Manquements aux dispositions contractuelles essentielles	Forfaitaire	500,00 €	Les dispositions contractuelles essentielles sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Honorer le bon de commande (qualité et quantité)- Assurer le service d'essayage, de formation et de conseil des équipements avant toute commande- Respect de l'adresse de livraison

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clauses complémentaires

19.1 - Commande en ligne

Les candidats peuvent proposer dans le cadre du présent marché un outil de commande en ligne sécurisé (site web marchand) disponible du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

L'outil doit permettre à chaque composante ou service de l'établissement :

- De constituer un panier de commande pour procéder aux achats en utilisant une liste d'achat constitutive du catalogue personnalisé de l'établissement. Le périmètre du catalogue personnalisé est déterminé par l'établissement, le titulaire prenant en charge la réalisation et le paramétrage de ce catalogue personnalisé.
- De valider et transmettre au titulaire des commandes en ligne ;
- - De gérer ses adresses de livraison sur les différents sites géographiques de l'établissement.
- - D'organiser ses approvisionnements en constituant plusieurs comptes clients couvrant toutes les composantes et tous les services de l'établissement.
- - Cette organisation est structurée au minimum sur trois niveaux :
 - un niveau « utilisateur » dédié au personnel de l'établissement identifié et autorisé par l'établissement à se connecter grâce à un mot de passe sur le système de prise de commande en ligne et à préparer des commandes dans le cadre du catalogue personnalisé ;
 - un niveau « approuvateur », dédié au personnel de l'établissement identifié et autorisé par l'établissement, chargé d'autoriser les commandes préparées dans le cadre du catalogue personnalisé, qui seront ensuite envoyées au titulaire ;
 - un niveau « administrateur », identifié par l'établissement, déterminant notamment la liste des « utilisateurs » et des « approuvateurs », ainsi que le contenu du catalogue personnalisé.

L'annexe B à l'acte d'engagement « Fonctionnalités de l'outil de commande en ligne » détermine dans le détail les engagements pris par le candidat en ce qui concerne les fonctionnalités de l'outil du site web-marchand et le délai maximum de mise à disposition à compter de la transmission par l'établissement des coordonnées et des profils de ses différents intervenants.

Une fois le marché notifié, tous les engagements pris par le candidat deviennent des obligations contractuelles du titulaire.

La première formation à la prise en main du système de commande en lignes dédiée à tous les personnels autorisés par l'établissement est effectuée gratuitement par le titulaire à une date fixée par l'établissement.

Cette formation consiste à expliquer à travers des exercices pratiques les fonctionnalités du système de commande en ligne définies supra.

Le titulaire s'engage en outre à fournir gratuitement un mode d'emploi du site, pour chacun des rôles. Le mode d'emploi devra être de type « pas à pas » et doit permettre à chaque personnel de prendre en main les principales fonctionnalités de l'outil de commande en ligne sans formation.

Lorsque l'établissement a activé la commande en ligne via le site web marchand mis à disposition par le titulaire, les commandes sont validées au niveau « approbateur » de l'établissement avant d'être transmises en ligne au titulaire.

La validation au niveau « approbateur » vaut alors commande, sans confirmation par commande envoyée par voie postale, par messagerie électronique ou par télécopie.

Les commandes établies en dehors du catalogue personnalisé de l'établissement ne peuvent être établies et validées qu'au niveau « administrateur » de l'établissement avant d'être transmises en ligne au titulaire ou transmise par des « approbateurs » identifiés en fonction des possibilités de paramétrage du site web marchand du titulaire.

Les commandes comportent notamment les éléments suivants :

- Les coordonnées du service-client ;
- Une liste de commande (produits, prix unitaires, quantités) ;
- Les adresses de facturation et de livraison et les éventuels prix des livraisons à l'étage ou dans les services ;
- Le numéro de commande attribué par l'établissement ;
- Les coordonnées de la personne à contacter par le titulaire avant de procéder à la livraison

19.2 - Clauses de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

A la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision, le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. La cession du marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

En cas de disparition d'un indice de révision de prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire, à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

Modification de la législation ou de la réglementation ayant un impact direct sur les descriptions techniques définies au CCTP et sur les prestations présentes au BPU, à l'exclusion des normes de sécurité qui sont réputées comprises dans les prix. Ces travaux supplémentaires ou modifications de prestations en raison d'une évolution de la réglementation n'entraîneront aucune prolongation de délai.

Les prix du BPU pourront être modifiés pour tenir compte de ces évolutions : le titulaire du marché identifie les prix qui nécessitent d'évoluer et propose les nouveaux prix à modifier par courrier motivé au pouvoir adjudicateur. Les prix modifiés seront présentés sur la base des éléments constitutifs des prix établis au marché, aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement des prix du marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier toute proposition formulée par le titulaire. Il ordonnera la mise en oeuvre du réexamen par ordre de service adressé au titulaire.

Les prix seront réputés définitifs si, dans un délai de 30 jours après notification de cet ordre de service, le titulaire n'a pas présenté de réserve(s).

Dans le cas de l'ajout nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre, de nouvelles fournitures et/ou prestations au bordereau de prix, les clauses du marché seront modifiées comme suit :

A la demande du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché propose les nouveaux prix à ajouter au BPU par courrier motivé au pouvoir adjudicateur.

Les prix nouveaux seront présentés sur la base des éléments constitutifs des prix établis au marché, aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement des prix du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier toute proposition formulée par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ordonnera la mise en oeuvre du réexamen et le rajout de ces prix nouveaux par ordre de service adressé aux titulaires.

Les prix seront réputés définitifs si, dans le délai de 30 jours après notification de cet ordre de service, le titulaire n'a pas présenté de réserve(s).

Les modifications introduites par ce réexamen ne pourront avoir pour effet d'augmenter de plus de 20% le nombre de ligne du bordereau des prix du marché initial.

Le réexamen pourra être mis en oeuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon les éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

Le réexamen pourra être mis en oeuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

20 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 alinéa 3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.3 du CCAP déroge à l'article 20.4 alinéa 4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services